

« Je défends le plan Barnier »

Le maire d'Orléans interpelle les candidats à la présidence de l'EPALA sur leur programme : « Qu'allez-vous faire pour la Loire ? » Et de poser six questions précises sur l'aménagement du fleuve.

ET la Loire dans tout ça ? Après les diverses candidatures, retirées ou confirmées de Maurice Doussset, le président de la région Centre, puis d'Eric Dolige, le président du département du Loiret, celle de Robert Girard, président par intérim (Pays de la Loire) ; de Dominique Leclerc, sénateur (RPR) d'Indre-et-Loire ; de Jean-Marc Rousseau (PS, Loiret), pour succéder à Jean Royer à la tête de l'EPALA, Jean-Pierre Sueur prend la parole. Non pas pour postuler au fauteuil laissé vacant

par le maire de Tours. Mais pour demander le programme, des candidats à la présidence. Tous l'ont dit et répété : notre candidature n'est pas politique, elle est ligérienne.

Dans une interview, le maire d'Orléans (qui est membre de l'EPALA) les prend au mot : chûche ! Qu'allez-vous faire pour la Loire ? Etes-vous favorable à poursuivre « l'œuvre de Jean Royer » ou allez-vous accepter, vraiment, le plan Loire de Michel Barnier ? Jean-Pierre Sueur a fait son choix, ce sera le plan

Loire. Et de poser six questions précises sur l'aménagement de la Loire autour desquelles il se propose de constituer une majorité qui transcenderait les clivages politiques. Bien qu'en minorité (politique) à l'EPALA, le maire d'Orléans tentera-t-il le 20 septembre, jour de l'élection à la présidence, un coup d'éclat en se présentant à son tour ? Ou tend-il seulement la perche à Eric Dolige afin de pouvoir se ranger derrière un ligénon du Loiret ? Réponse mercredi.

Six questions

Sur les six points qu'il exposera en détail mercredi, Jean-Pierre Sueur propose à l'EPALA d'appliquer à la lettre le plan de Michel Barnier, « Loire grandeur nature ». Sur le Veurdre, qui fait l'objet d'un moratoire, il demande qu'on arrête les achats de terrain. S'agissant de Chamboinard, il réclame une en-

quête publique à 50 millions de mètres cubes, comme prévu dans le plan. Sur l'EPALA lui-même, il propose que l'Etat soit intégré dans cet établissement public qui ne comprend, pour l'heure, que les collectivités locales. Jean-Pierre Sueur suggère encore de donner un rôle plus actif aux SICALA (syndicats

d'aménagement représentant les petites communes). Autre proposition : que l'EPALA cesse de n'être qu'un organisme traitant d'hydraulique et finance, par exemple, les travaux alternatifs à Serre-de-la-Fare. Enfin, le maire d'Orléans demande l'accélération de « Terre de Loire », l'ancien observatoire de Loire, installé dans sa ville.



Jean-Pierre Sueur candidat... à un programme ligéren. (Photo d'archives.)

Quelle est votre réaction aux diverses candidatures annoncées à la présidence de l'EPALA ?

Bizarrement, j'entends parler de candidature mais jamais de programme. Ce qui est mettre la charrue avant les bœufs. Or, Jean Royer et son ancienne majorité de l'EPALA se sont opposés au plan Barnier, le plan Loire grandeur nature. Pour ma part, j'ai défendu le plan Barnier contre Jean Royer et contre la majorité. La question qui est aujourd'hui posée à ceux qui sont candidats ou pourraient l'être : entendez-vous poursuivre la politique de Jean Royer ou mettre

en œuvre le plan Barnier ? Entendez-vous rompre avec des conceptions bloquées, un programme de quatre barrages, aujourd'hui dépassé, auquel il faudrait s'accrocher coûte que coûte, comme cela a été le cas durant des années ? Ou bien prendre en compte le dossier Loire, enfin, dans l'ensemble de ses dimensions ? On ne peut pas tenir les deux langages à la fois, il faut choisir.

Vous estimez donc que les candidatures qui se sont déclarées jusqu'ici sont mues par des considérations politiques pures ?

Le pire de tout serait que le

choix du président soit fait en raison de considérations purement politiques. Or, le débat sur le fond n'est pas politique. Ainsi, je défends le plan Barnier, qui est RPR. Si le choix est politique, je crains que cela n'ait pas de crédibilité par rapport à l'enjeu. L'appartenance au RPR ou à un autre parti ne me paraît pas un argument suffisant pour présider l'EPALA. Puisqu'on m'a dit que les candidatures n'étaient pas mues par des considérations politiques, ni imposées par Paris, j'en déduis que ces candidatures sont mues par un projet, des positions précises sur la Loire. Je demande lesquelles. Je

refuse de voter un chèque en blanc, à quiconque. Comme rien n'a été dit, je pose des questions aux candidats déclarés...

Vous n'êtes pas vous-même candidat. Soutiendrez-vous un des candidats déjà en lice ?

Je propose une orientation politique sur l'EPALA. C'est cela qui est premier, les questions de personnes sont secondaires. Je suis prêt à contribuer à la constitution d'une majorité et à l'élection d'un président sur cette base. Sans mettre en préalable aucune considération de personne ni de parti. Continuer

l'ancienne politique de l'EPALA

c'est s'enfermer dans une logique bloquée. Soit cette majorité se fait et j'y contribuerai. Mais je suis sûr que, s'il y a une majorité purement politicienne, sans que l'on tranche le débat de fond et qu'on maintient les ambiguïtés et les contradictions, ce sera la pire des choses. Si on substitue à la majorité de Jean Royer, une majorité qui ne sait pas ce qu'elle veut, le président n'aura pas de solidité et l'institution sera menacée.

Propos recueillis
par Christian BIDAULT.